

Femmes du Maroc à l'ère de la mondialisation

mercredi 13 janvier 2021, par [Comité femmes ATTAC Maroc](#) (Date de rédaction antérieure : mars 2021).

Introduction à ATTAC CADTM Maroc : *Femmes du Maroc à l'ère de la mondialisation*. Mars 2020, 126 pages [1].



La mondialisation capitaliste a des effets paradoxaux sur les sociétés et les individus, et sur les femmes en particulier. D'une part, elle ouvre de nouveaux horizons et de nouvelles situations, et d'autre part, elle maintient la domination préexistante et crée de nouvelles formes d'oppression, le but ultime restant toujours le profit.

La mondialisation néolibérale c'est avant tout l'extension du système capitaliste de production et de distribution à l'ensemble de la planète et à tous les aspects de l'activité humaine (économie, finance, consommation, culture, santé, éducation, vie sociale ...). Les pays du Sud et les pays en transition ont ainsi connu, depuis les années 1980, des changements structurels profonds sous la houlette des institutions internationales telles que l'Organisation mondiale du commerce, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. L'explosion de la crise de la dette, a servi de levier pour imposer des programmes dits « d'ajustement structurel » aux pays du sud, et ont détruit les services sociaux et qui ont grandement bouleversé la structure économique et sociale des pays. Les accords signés dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce, tels que l'accord sur le commerce des services (AGCS), qui ont permis d'approfondir le processus de privatisation des secteurs économiques et sociaux et la flexibilité des relations de travail, viendront renforcer ce processus.

Parce que les femmes (des classes populaires en particulier) sont principalement en charge de la reproduction de la main-d'œuvre (travail domestique, éducation des enfants, soins aux malades et aux personnes âgées ... et ce gratuitement au sein du foyer), les politiques d'austérité et les attaques contre les services sociaux dégradent leurs conditions de vie et augmentent leur charge de travail gratuite. Cela s'ajoute à la culture patriarcale dominante qui les infériorise dans la famille et dans la société en général. Lorsque la gratuité de l'éducation et de la santé est supprimée, les filles sont les

premières à être retirées de l'école et privées de soins ce qui affecte évidemment leur position sur le marché du travail.

La mondialisation néolibérale a étendu les relations de production capitaliste, à un rythme sans précédent dans l'histoire, et déstabilisé les anciennes structures.

Dans un pays comme le Maroc elle a ouvert largement l'accès des femmes à un certain monde du travail, essentiellement dans la production à l'exportation, agrobusiness et zones franches, tout en détruisant des emplois traditionnellement très féminisés dans la fonction publique par exemple. Ce faisant, elle ne s'est pas attaquée à la division sexuelle et sociale du travail, les femmes continuant notamment à assurer la reproduction de la main d'œuvre (reproduction sociale) et à connaître des conditions d'exploitation encore accrues.

Dans l'esprit de la Banque mondiale et des Nations Unies, remodeler les anciennes structures sociales ne signifie pas une remise en cause de la division sexuelle et sociale du travail.

C'est ainsi que le discours de la Banque mondiale et de ses perroquets savants est passé de la « lutte contre la pauvreté des femmes » à « l'intégration des femmes dans le développement » puis à « l'autonomisation des femmes » (empowerment). L'accent mis sur les femmes dans les programmes des Nations unies est ni une question innocente ni une prise de conscience relative à la question du genre, mais plutôt une stratégie qui sert les intérêts du capital international, en particulier en fournissant une main d'œuvre bon marché au nom des aspirations des femmes à sortir du cadre domestique.

C'est dans ce contexte que sont apparus les soi-disant « Objectifs du Millénaire pour le développement » établis par les Nations unies en septembre 2000, qui comprennent des objectifs tels que « la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes » et « l'amélioration des services de santé reproductive ».

Par son discours sur l'égalité et le développement, la Banque mondiale a réussi à attirer une partie du mouvement des femmes et à l'intégrer dans sa perspective libérale.

Le Maroc, comme le reste des pays « structurellement ajustés », a appliqué et continue de mettre en œuvre tous les programmes libéraux qui affectent les services publics (santé, éducation, logement, transport, eau, électricité ...), ce qui a eu des conséquences catastrophiques pour les classes populaires, en particulier les femmes. Conformément aux recommandations de la Banque mondiale, le régime marocain a mis en œuvre toutes les prescriptions « développementales » destinées aux femmes. Il a démontré qu'il mérite vraiment son titre de bon élève des institutions financières internationales par son souci de suivre à la lettre leur logique, leurs perspectives, leurs propositions, leurs mécanismes et même leur cadre conceptuel et leur terminologie.

C'est dans ce cadre que l'on peut comprendre ce qui est considéré comme « une orientation moderniste de la nouvelle ère » qui a commencé par le « plan national pour l'intégration des femmes dans le développement » (2000), « le Code de la famille » (2004) et autres modifications légales qui restreignent les droits des femmes dans le code du commerce, code de nationalité (2007) et le code pénal (2014). Ces modifications législatives, même si elles marquent des avancées, restent timides, partielles et n'ont pas touché aux fondements de la domination patriarcale. La division des rôles sociaux entre les sexes est toujours enracinée et valorisée, et il existe toujours des lois discriminatoires à l'égard des femmes, car le code de la famille continue de perpétuer les inégalités à l'égard des femmes, en particulier en termes de divorce, de polygamie et d'héritage. L'État continue d'émettre des réserves sur certaines dispositions de la Convention contre toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), et la loi sur l'avortement prive les femmes de leur

droit de contrôler leur corps. Sans oublier que la culture patriarcale pénètre tous les aspects de la réalité dans la mosquée, la famille, les médias et l'ensemble de la société. La montée de la violence, du harcèlement sexuel et la persistance du mariage des mineurs sont les aspects les plus actuels de l'inégalité de genre et du contrôle masculin sur le corps des femmes.

C'est dans ce cadre également qu'on peut comprendre ce qu'on a appelé « l'initiative nationale pour le développement humain » (2005), qui a mis en avant le développement d'« activités génératrices de revenus », des coopératives de femmes et de la microfinance, et toute l'hypocrisie officielle autour de « l'approche genre ».

Les solutions économiques « développementales » proposées aux femmes des classes populaires n'ont compensé ni le manque de travail ni la destruction des emplois stables. Le pari sur les projets de travail indépendant, les coopératives et l'autonomisation des femmes par le microcrédit n'ont pas aidé à sortir les femmes de la pauvreté, car cela ne compense pas le désengagement de l'État de la fourniture de services publics ; de même, le Fonds pour les veuves ne peut pas compenser la suppression des subventions aux produits de base. Les récents événements – la mort de 15 femmes dans les environs d'Essaouira et de deux femmes au point de passage de Ceuta – témoignent de l'ampleur de la catastrophe sociale vers laquelle se dirige la société marocaine, en humiliant les femmes qui se démènent pour gagner leur vie.

Quant aux programmes et réformes dans les domaines de l'éducation et de la santé, ils sont régis par une logique néolibérale extrême, visant à éliminer leur caractère public et gratuit et à en faire une marchandise. Les progrès relatifs observés dans certains de leurs indicateurs quantitatifs ne parviennent pas à masquer l'ampleur des dégâts causés par des décennies d'austérité au niveau de ces services. En ce qui concerne l'éducation, aucune des promesses qualitatives contenues dans la Charte nationale de l'éducation et de l'alphabétisation n'a été tenue : la qualité de l'enseignement a poursuivi une baisse dramatique et sans précédent pour les deux sexes, aujourd'hui reconnue par tous. Quant à la santé, les services de soins sont médiocres et les taux de mortalité maternelle et infantile, par exemple, restent très élevés. Le développement quantitatif qui doit être reconnu comme réel est la poursuite continue de la pénétration du secteur privé dans les deux secteurs et la fragilité qui a essentiellement envahi le secteur de l'éducation. Cela n'est pas surprenant puisque la logique et le but sont précisément de détruire ces secteurs en tant que services publics.

Pour toutes ces raisons, ce n'est pas un hasard si les femmes sont de plus en plus massivement présentes lors des manifestations sociales que connaît le pays : les grèves ouvrières, et la plupart des manifestations dans les zones les plus marginalisées concernant la santé, l'eau et l'éducation même dans des régions où le confinement des femmes dans l'espace domestique est grand, comme Tata en 2005, Ifni en 2008, le Rif et Zagora et plus récemment Jerada. Il en va de même pour les jeunes qui luttent contre le chômage et pour le droit à l'éducation. De nouvelles luttes ont également vu le jour, comme la lutte des femmes soulaliyates pour le droit à la terre et les luttes des femmes victimes des institutions de microcrédit.

Ce sont les fondements et les effets de la mondialisation libérale sur les femmes marocaines, que nous avons essayé de mettre en lumière dans ce livre en examinant la réalité de la santé, de l'éducation et de l'emploi, notamment dans le secteur des ouvrières agricoles les effets de la féminisation de ce secteur sur la vie des femmes et sur la division sexuelle des rôles. Nous mettons également l'accent sur la participation des femmes aux luttes populaires, ainsi que sur la nature et les impacts du modèle de développement en vigueur pour les femmes.

Ce livre, publié par le Comité femmes de l'association ATTAC Maroc, est la continuation de la publication d'une étude sur le microcrédit au Maroc en mars 2017, et s'inscrit dans la devise de notre association « comprendre pour agir ». Notre objectif est de contribuer à comprendre les

conditions en constante évolution dans lesquelles les luttes des femmes se déroulent et à avancer dans la tâche de construction d'un mouvement radical de femmes qui intègre les exigences de libération des femmes dans une perspective de libération globale contre le patriarcat et le capitalisme. Il s'adresse donc principalement à toutes les femmes impliquées dans cette tâche et ces luttes, à toutes les femmes, jeunes et vieilles, qui cherchent le chemin de leur émancipation, et à toutes celles qui luttent pour une société de liberté, de justice, d'égalité et de dignité.

Enfin, le Comité femmes d'ATTAC Maroc est profondément reconnaissant à tous-tes nos camarades de l'association et à tous ceux et celles qui ont contribué, de près ou de loin, à la publication de ce livre.

Comité femmes ATTAC Maroc

P.-S.

- Entre les lignes entre les mots. Publié le 13 janvier 2021 : <https://entreleslignesentrelesmots.blog/2021/01/13/introduction-femmes-du-maroc-a-lere-de-la-mondialisation/>

Notes

- [1] <http://cadtm.org/Femmes-du-Maroc-a-l-ere-de-la-mondialisation>